

Questions orales

M. le Président: Je tiens à signaler qu'il arrive souvent à la présidence de faire comme si elle n'avait pas entendu quelque chose par simple bon sens. Il y a cependant eu une remarque nettement antiparlementaire il y a un instant. J'ignore qui a fait cette remarque et je ne tiens pas à le savoir pour l'instant. Je tiens cependant à bien préciser que cette remarque était tout à fait inconvenante et n'ajoute rien à la qualité de nos délibérations.

Je rappelle aux députés que, lorsqu'ils n'ont pas la parole et se trouvent près du micro d'un autre député, peu importe leurs sentiments, ils doivent se garder de dire des choses en des termes clairement inconvenants au Parlement.

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, premièrement, je tiendrais à faire remarquer à mon collègue que pour ce qui est de parler des prix à l'exportation, le parti socialiste est mal placé pour le faire, puisque ce parti voudrait même interdire toute exportation dans le secteur de l'énergie, alors que ce parti, au contraire, a été élu avec un programme, mais il a été élu également pour prendre en cause l'intérêt du Canada et l'intérêt entre autres des provinces de l'Ouest. Et pour ce qui est de notre politique de l'énergie, je crois que le chef du parti socialiste aurait intérêt à aller en Alberta et à en discuter avec les gens. Il réaliserait une chose, c'est que la politique de l'énergie de ce gouvernement favorise les intérêts de l'Alberta et les gens de cette province le savent fort bien, monsieur le Président.

* * *

[Traduction]

PETRO-CANADA

LE FINANCEMENT DE CERTAINS PROJETS

M. Russell MacLellan (Cap Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, le gouvernement a dit qu'il privatiserait Petro-Canada, mais il ne l'a pas fait. Il a dit ensuite qu'il attendrait que le marché soit favorable et il ne l'a jamais été. Il prétend maintenant qu'il privatisera cette société quand il aura besoin d'argent pour des projets énergétiques. Les Canadiens doivent donc accepter la privatisation s'ils veulent que ces projets voient le jour.

Pourquoi le gouvernement force-t-il le public canadien à accepter la privatisation dont ils ne veulent pas et qui fera beaucoup de tort à notre pays?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, premièrement, j'aimerais que le parti libéral nous explique ce qu'il y a de mauvais dans l'intention de privatisation de Petro-Canada. Deuxièmement, je tiendrais à faire remarquer que le gouvernement actuel prendra une décision concernant la privatisation de Petro-Canada, lorsque le gouvernement croira qu'il est dans l'intérêt du Canada et des Canadiens de privatiser Petro-Canada.

[Traduction]

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Russell MacLellan (Cap Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, si une seule action de Petro-Canada est vendue au secteur privé, la société ne peut plus être utilisée comme instrument de la politique d'intérêt public. Voilà pourquoi la privatisation est néfaste. La société devient absolument inutilisable comme instrument de politique.

Pourquoi le gouvernement est-il en train de saborder l'Office national de l'énergie? Pourquoi veut-il privatiser Petro-Canada et renoncer au rôle que la société lui permet de jouer et aux investissements que les Canadiens ont effectués dans le secteur énergétique?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je suis surpris de la position de mon honorable collègue. Moi, j'ai toujours cru que le fait de demander à des Canadiens de participer à la propriété de Petro-Canada, ce n'est pas contre l'intérêt des Canadiens, et c'est exactement ce que le parti libéral du Québec fait avec son programme de privatisation. Voilà pourquoi on comprend qu'il y a au Québec deux partis libéraux, celui socialiste d'Ottawa et celui en faveur de l'entreprise privée de Québec, monsieur le Président!

[Traduction]

LES RÉPERCUSSIONS DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai une question, moi aussi, pour le ministre de l'Énergie. Comment peut-il prétendre à la Chambre qu'il n'y a aucun lien entre la vente à rabais de Petro-Canada et l'accord de libre-échange avec les États-Unis alors que le rapport est évident en ce qui concerne les prix et la perte du contrôle de nos ressources naturelles? Pourquoi le ministre est-il prêt à vendre Petro-Canada à rabais pour faire accepter l'accord de libre-échange par les États-Unis?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le parti socialiste a une obsession dans cette Chambre et à l'extérieur: ce sont les États-Unis. Ce gouvernement n'a pas d'obsession envers les États-Unis. Il considère que des politiques canadiennes pour les Canadiens peuvent servir également l'intérêt des États-Unis et des Canadiens parce que dans le secteur du commerce, l'échange de produits entre pays, c'est dans l'intérêt et des consommateurs et des producteurs.

● (1440)

[Traduction]

L'INDÉPENDANCE DU CANADA—LA POSITION DU MINISTRE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, l'enjeu est l'indépendance future du Canada dans le secteur énergétique. Pourquoi le ministre est-il prêt à sacrifier ce moyen d'action qui offre beaucoup de possibilités au Canada, en matière de politique notamment, pour obtenir un accord de libre-échange qui ne sera à l'avantage de personne au Canada?